



DOUCET, BETH & ASSOCIÉS

Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

ASSOCIATION AGROPOL

11 RUE DE MONCEAU – 75008 PARIS

SIREN : 337 959 399

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

À l'Assemblée Générale de l'association AGROPOL

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15/09/2021, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGROPOL relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable pour l'enregistrement de la partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Cette part est désormais enregistrée au passif en « Fonds dédiés ».

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des produits.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 11 juin 2024

DOUCET, BETH & ASSOCIES
Commissaire aux Comptes

Représentée par Nathalie ELIO



Annexe au rapport : Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amort/Dépr	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, logiciels et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	9 932	7 293	2 639	5 807
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	134 460	95 480	38 980	46 843
Créances rattachées à des participations				
T. I. A. P.				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	21 351		21 351	23 644
TOTAL (I)	165 742	102 773	62 970	76 294
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances Usagers et comptes rattachés				184 132
Autres créances	577 348		577 348	360 839
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	665 272		665 272	861 335
Charges constatées d'avance	284		284	216
TOTAL (II)	1 242 904		1 242 904	1 406 522
Primes de remboursement des emprunts (III)				
Ecart de conversion Actif (IV)				
TOTAL GENERAL (I à IV)	1 408 646	102 773	1 305 873	1 482 816

Ecritures : Comptables, Extra-comptables

	31/12/2023 Net	31/12/2022 Net
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres	413 721	414 124
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réport à nouveau	414 124	402 839
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	(404)	11 285
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	413 721	414 124
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (II)		
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement		
Fonds dédiés sur autres ressources	189 848	
TOTAL (III)	189 848	
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 585	26 375
Dettes fiscales et sociales	106 248	89 685
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	518 472	952 632
TOTAL (IV)	702 305	1 068 692
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I à V)	1 305 873	1 482 816

	31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises et de produits fabriqués		
Prestations de services		18 968
Produits de tiers financeurs		
Contributions financières	712 832	
Cotisations	115 000	115 000
Subventions d'exploitation	219 384	377 083
Dons, legs et donations	3	
Autres produits	8	1
Reprises sur provisions, dépréciations (et amort.) et transferts de charges	62 032	74 108
Total des produits d'exploitation (I)	1 109 259	585 160
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises, de matières premières et autres approvisionnements	761	405
Variation de stock (marchandises, matières premières, approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	582 145	306 873
Impôts, taxes et versements assimilés	1 149	254
Salaires et traitements	189 290	177 213
Charges sociales	96 898	90 057
Dotations aux amortissements sur immobilisations	3 168	3 303
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant		
Dotations aux provisions		
Report en fonds dédiés	189 848	
Autres charges	45 583	5 944
Total des charges d'exploitation (II)	1 108 842	584 050
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	417	1 110
QUOTE-PARTS DE RESULTAT sur OP. FAITES EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Prod. des autres valeurs mobil. et créances de l'act. Immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	7 015	1 589
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		6 697
Différences positives de change	45	32
Produits nets sur cessions de valeurs mobil. de placement		
Total des produits financiers (V)	7 060	8 318
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 863	
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	17	30
Charges nettes sur cessions de valeurs mobil. de placement		
Total des charges financières (VI)	7 880	30
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	(820)	8 288
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(403)	9 398

	31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2 016
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (VII)		2 016
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1	129
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1	129
RESULTAT EXCEPTIONNEL VII - VIII)	(1)	1 888
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
RESULTAT NET	(404)	11 285
Total des produits	1 116 319	595 494
Total des charges	1 116 723	584 209



AGROPOL

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2023

Les présents comptes annuels sont établis en euros.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Association pour le développement agronomique et industriel des oléagineux et protéagineux, AGROPOL a pour objet de proposer, d'étudier, de réaliser ou faire réaliser, de participer à tout programme d'assistance technique international dans le secteur des oléagineux et protéagineux en priorité en faisant appel à la production et à la transformation des produits relevant de cette filière. Elle n'exclut pas l'opportunité de travailler sur les autres productions agricoles en mobilisant les compétences nécessaires.

Pour la bonne conduite de sa mission, Agropol valorise ses compétences et son expérience pour :

- **L'identification et la conduite de projets de terrain** avec les acteurs des filières oléo protéagineuses locales, principalement africains. Menés en partenariat, ces projets mettent l'accent sur un développement équilibré et durable, prenant en compte tous les acteurs de la filière et leur environnement naturel, économique et institutionnel.
- **La conduite d'expertises techniques.** Agropol valorise sa connaissance du terrain et son indépendance pour conduire des expertises techniques/prestations de services dans le domaine de la coopération internationale (actions de développement rural, appui-conseil, conseil stratégique et méthodologique, études, formations...).
- **Des actions de promotion et valorisation des filières oléo protéagineuses**, et leur rôle pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Pour mettre en œuvre ses actions, AGROPOL sollicite et coordonne les compétences issues de la filière française et intervient dans une logique de partenariat avec les opérateurs locaux.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- Départ de Mme Agnès Dang salariée en $\frac{3}{4}$ temps en août et remplacée par Mme Joanna César en poste à mi-temps sur un périmètre moins étendu notamment sur le plan comptable.
- Reprise par le CSP d'Avril des tâches comptables jusqu'alors réalisées par Mme A.Dang et mobilisation d'un prestataire externe sur la gestion comptable du projet ACSOGI au Burkina Faso.



- Recrutement de Mme Mathilde Amara au poste de chargée programme en septembre 2023.
- Démarrage du projet de migration de SAGE vers SAP pour la comptabilité de l'Association prévu en 2024.
- Un contexte géopolitique qui se complique dans les zones d'intervention de l'Association et en particulier au Burkina Faso avec pour conséquence une fermeture probable du bureau de représentation en 2024 après cloture du projet ACSOGI financé par le PACTE.
- Conduite du volet amont d'une étude au Rwanda impliquant plusieurs structures et experts dans le cadre d'un projet avec la Fondation Avril.
- Démarrage d'un projet au Sénégal avec la signature d'un accord-cadre de coopération avec le ministère de l'agriculture du Sénégal et de plusieurs conventions de partenariats avec des acteurs locaux pour sa mise en œuvre.
- Élaboration d'un projet au Maroc et dépôt d'une demande de financement au FASEP de 480 k€ avec une réponse attendue en 2024.
- Élaboration d'un projet en Tunisie et dépôt d'une demande de financement au FEXTE de 600 k€ validé fin 2023 pour une signature et mise en œuvre en 2024.
- Une mission de prospection en Ethiopie et une sollicitation pour un projet en cote d'ivoire pour des projets en 2024.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Règles

Les comptes annuels sont élaborés conformément aux dispositions du Code de Commerce ainsi que selon les principes des règlements suivants émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) :

- Règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifié par le règlement ANC n° 2020-08.
- Règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, modifié par les règlements ANC n° 2015-06 et n° 2016-07

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Changement de méthode comptable

L'application du nouveau règlement comptable ANC n 2018 06 du 5 décembre 2018 destiné aux personnes morales de droit privé à but non lucratif constitue un changement de méthode comptable.

Ce changement de méthode a été appliqué de manière prospective.

Selon le nouvel ANC précité, sont comptabilisés, à la clôture de l'exercice, dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- subventions d'exploitation
- contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif
- ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs.

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés » (art 132 1).

La fraction d'une ressource pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ».

Enfin, lorsqu'une convention prévoit un soutien facultatif octroyé par une autre entité, il s'agit d'une contribution financière comptabilisée dans un compte 755 et non une subvention d'exploitation comptabilisée en 740.

Les conséquences du changement de méthode sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice			Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
	Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06		Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des derniers exercices
Subventions d'exploitation	-	140 000	140 000	280 000	90 152	-	-	189 848	-
Projet filière soja / Burkina et Togo 2021		52 882	52 882	52 882	52 882	-	-	-	-
Projet filière soja / Burkina et Togo 2022		140 000	140 000	140 000	90 152	-	-	49 848	-
Projet filière soja / Sénégal 2023	-	-	-	140 000	-	-	-	140 000	-
Contributions financières d'autres organismes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	140 000	140 000	280 000	90 152	-	-	189 848	-



Méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Installations générales et agencements : 10 ans
- Matériel de transport : 2 ans
- Matériel de bureau et informatique : 4 ans
- Mobilier de bureau : 10 ans.

b) Participations

Les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

La valeur actuelle est égale à la quote-part d'Agropol dans les capitaux propres de la participation. Lorsque la valeur actuelle est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

c) Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une dépréciation quand leur valeur de recouvrement estimée en fonction du risque de défaillance du débiteur est inférieure à leur valeur nominale.

d) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Quand la valeur de marché à la date de clôture est inférieure au prix d'acquisition, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence entre ces deux valeurs.

Aucune plus-value latente n'est comptabilisée.

e) Dettes

Les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

f) Méthode de détermination des produits

Les produits sur conventions de financement sont évalués à partir des coûts réels de réalisation des actions imputables à ces financements incluant une couverture forfaitaire des frais de structure.



Les cotisations correspondent aux montants des adhésions des membres encaissés sur l'exercice

g) Produits constatés d'avance

Les engagements reçus sur les subventions sont inscrits en créances dès la signature de la convention. La part des subventions liée à l'exercice est passée en produit. Les subventions correspondantes à des exercices ultérieurs sont inscrites au passif dans un compte de produits constatés d'avance

NOTES SUR LES COMPTES DU BILAN

Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations	01/01/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
Incorporelles	335,48		335,48	0
Corporelles	10 580,83		649,00	9 931,83
TOTAL	10 916,31		984,48	9 931,83

Dépréciations	01/01/2023	Dotations	Reprises	31/12/2023
Incorporelles	335,48		335,48	0
Corporelles	4 773,61	3 168,32	649,00	7 292,93
TOTAL	5 109,09	3 168,32	984,48	7 292,93

Participations

Agropol détient une participation de 12.60 % dans la société SFERE. Ces titres acquis pour 134.460 € sont dépréciés à hauteur de 95 480.00 € (soit une dotation 2023 de 7 863.00 €).

Les chiffres-clés de la SFERE au 31 décembre 2023 sont les suivants :

Capital social	315.000 €
Capitaux propres	309 363 €
Chiffre d'affaires	4 889 229 €
Perte de l'exercice 2023	-62 410 €



Autres immobilisations financières

Ce poste comprend le dépôt de garantie des baux des locaux. Cette créance a une échéance supérieure à un an.

Créances de l'actif circulant et trésorerie

Toutes les créances sont à moins d'un an.

La valeur de placement sur Livrets s'établit à 589 966 €, qui se substitue aux valeurs mobilières de placement.

Etat des créances au 31/12/2023	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	21 351	6 444	14 907
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	492	492	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 604	1 604	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	177 017	177 017	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	398 234	398 234	
Charges constatées d'avance	284	284	
Total	598 983	584 076	14 907

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

Fonds propres

Fonds Propres	01/01/2023	Affectations	31/12/2023
Report à nouveau	402 839.01	11 285.48	414 124.49
Résultat N-1	11 285.48	-11 285.48	
Résultat N		-403.89	-403.89
TOTAL	414 124,49	-403.89	413 720.60



Dettes

Les dettes ont une échéance inférieure à un an.

Etat des dettes au 31/12/2023	Montant brut	1 an au plus	2 an au plus	3 an au plus
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	77 585	77 585		
Personnel et comptes rattachés	59 884	59 884		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	44 816	44 816		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 548	1 548		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	518 472	518 472		
Total	702 305	702 305	-	-

Emprunts souscrits en cours d'exercice
 Emprunts remboursés en cours d'exercice
 Emprunts, dettes contractés auprès d'associés



Opérations d'inventaire

Charges à payer au 31/12/2023

408100 FRS-FACT.NON RECUES	19 672
408101 BF FRS-FACT NON PARVENUES	457
40810P BFP Fournis non parvenus	12 776
408110 AVRIL SCA FACTURES NON PARVENUES	3 952
408120 MONCEAU FNP	3 085
428210 CONGES A PAYER	47 956
428220 RTT à payer	593
428630 PRIMES A PAYER	2 000
428670 Compte epargne temps	5 528
438210 Dette charges sociales sur CP et RTT à payer	25 621
448210 Dettes charges fiscales sur CP, RTT à payer	308
448630 Charges à payer - Formation continue	125

Total	122 074
--------------	----------------

Produits à recevoir au 31/12/2023

468700 AUTRES PROD.A RECEV.	31 350
468701 BF Produits à recevoir débiteurs divers	7 829
468702 BFP Produits à recevoir débiteurs divers	10 748

Total	49 927
--------------	---------------

Produits constatés d'avance au 31/12/2023

487000 PROD.CONST.D'AVANCE	309 006
48700P BFP Prod constat d'avance	209 466

Total	518 472
--------------	----------------

Charges constatées d'avance au 31/12/2023

486000 CH.CONSTATEE D'AVANC	284
-----------------------------	-----

Total	284
--------------	------------



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Au 31 décembre 2023, le total des produits d'exploitation s'élève à 1 109 259 € (contre 585 160 € au 31/12/2022). Ce poste est composé principalement des cotisations reçues (115 000 €), des prestations annexes (0 €), des subventions reçues (219 384 €), des transferts de charges (62 032.41 €), reprise sur provisions risques et charges (0 €) et de contributions financières (712 832 €).

Les charges d'exploitation s'établissent à 1 108 842 € au 31/12/2023 (contre 584 050 € au 31/12/2022), dont les charges externes (582 145 €) les salaires et charges sociales (286 187.95 €).

Le résultat d'exploitation de 2023 s'affiche à 417 € (contre 1 110 € au 31/12/2022).

Le résultat financier s'élève à - 820 € (dont dotation Sfère 7 863 €) (contre 8 288 € au 31/12/2022 - dont reprise Sfère 6 697 €).

Les produits financiers s'élèvent à 7 060 € (contre 8 318 € au 31/12/2022).

Le résultat exceptionnel de 2023 est de - 1 € (contre 1 888 € au 31/12/2022).

Il en ressort en 2023 un résultat net déficitaire de 404 €, contre un bénéfice de 11 285 € au 31/12/2022.

EFFECTIFS

Au 31/12/2023, l'effectif d'AGROPOL est de 3 collaborateurs, soit 2,15 Équivalent Temps Plein.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

AGROPOL n'effectue aucune opération avec des parties liées.

HONORAIRES DU COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires de commissaire aux comptes inscrits au compte de résultat s'élèvent à 4 794 € et sont relatifs au seul contrôle légal des comptes.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Le président d'AGROPOL n'est pas salarié de l'Association.

Le Directeur Général est salarié de l'Association.

ooOOoo